

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



**MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (MSCSLP)**

**MISSION CONJOINTE D'IDENTIFICATION DE PROJETS SOCIO-
COMMUNAUTAIRES A IMPACT RAPIDE, A FINANCER PAR LE PNUD,
DANS LE CADRE DU PLAN NATIONAL DE REPARATION COMMUNAUTAIRE**

RAPPORT DE MISSION

DATE : 02 au 10 Mai 2019

Équipe de mission :

N'DA Yao Ristide (PNCS/MSCSLP)
KRAH Modeste (Cabinet du MSCSLP)
GBANE Mahama (PNUD Guiglo)
TANDIA Mahamadou (PNUD Abidjan)
ZIAI Olivier (Représentant ONG)

Mai 2019

I. JUSTIFICATION DE LA MISSION

Dans le cadre du Programme d'Appui à la Consolidation de la paix (PACoP) avec le financement du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, le PNUD et ses partenaires, dont le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, ont convenu d'initier le *Projet d' « Appui à la promotion de l'Etat de droit et droits humains pour consolider la paix en Côte d'Ivoire » (PEDDH)* en appui aux efforts du Gouvernement en matière de renforcement de l'Etat de droit, et ce, conformément aux priorités nationales.

Le projet doit contribuer à raffermir les capacités de l'État de Côte d'Ivoire à assurer de manière efficace, effective et inclusive les processus de vérité, justice, réconciliation et de réparation communautaire en faveur des victimes de la crise particulièrement les victimes des violences sexuelles liées aux conflits, à prévenir et résoudre les conflits fonciers, sources importantes de tensions communautaires ainsi qu'à promouvoir et protéger les droits humains pour une paix durable. Dans le cadre du dialogue en lien avec l'élaboration de ce projet, le MSCSLP et le PNUD sont se accordés sur la nécessité de financer des projets sociocommunautaires à impact rapide (PIR) en soutien aux efforts de réconciliation nationale, de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Ces PIR contribueront à l'opérationnalisation du Plan National de Réparation Communautaire (PNRCo 2017-2020).

Les PIR constituent, pour le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP), un instrument indispensable pour exprimer la solidarité de l'Etat au profit des communautés démunies et des agglomérations dépourvues du minimum d'infrastructures de base non concernées par les programmes et projets ordinaires de l'Etat et des collectivités territoriales. *Pour une meilleure programmation des PIR au titre de l'année 2019, toujours, dans la dynamique de l'opérationnalisation du PNRCo, le MSCSLP a organisé, avec l'appui financier du PNUD, une mission conjointe en vue de l'identification de besoins sociocommunautaires pour le compte des populations, qui feront l'objet de financement au cours de l'année 2019.*

II. OBJECTIFS GENERAL ET SPECIFIQUES

Cette mission vise à identifier un ensemble de projets de projets sociocommunautaires à mettre en œuvre dans le cadre l'opérationnalisation du PNRCo.

De façon spécifique, il s'agira au cours de cette mission de :

- Passer en revue, avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales les besoins sociocommunautaires formulés au cours des consultations communautaires en 2017 ;
- Echanger avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales sur la pertinence à la date de 2019 des besoins sociocommunautaires formulés en 2017 ;
- Identifier avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales une matrice des besoins sociocommunautaires à financer ;
- Elaborer un rapport de mission consolidant l'ensemble des échanges avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus à court terme sont :

- les besoins sociocommunautaires pertinents sont identifiés à la suite des échanges avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales ;
- une matrice des besoins sociocommunautaires à financer au cours de l'année 2019 est élaborée ;
- un rapport de mission consolidant l'ensemble des échanges avec les populations, les autorités municipales et les autorités préfectorales est produit.

IV. METHODOLOGIE DE LA MISSION

La méthode adoptée pour cette mission s'est appuyée sur des interviews et des visites dans toutes les zones retenues pour la mission. *La mission a servi de cadre pour échanger avec les élus, populations, et singulièrement les représentants des associations de jeunesse et de femme afin de recueillir des besoins devant avoir une valeur ajoutée significative sur la cohésion sociale et la paix.* En résumé, la méthode suivante a été utilisée :

- des entretiens avec le corps préfectoral, des élus, des responsables des ministères techniques et les représentants des populations dans les localités visitées ;
- des observations physiques des projets à financer ;
- des entretiens avec les bénéficiaires et les comités de gestion.

V. LOCALITÉS VISITÉES

Au cours de la période du 02 au 10 Mai 2019, les localités qui ont été visitées sont respectivement les suivantes :

- Sassandra (Région du Gboklé) ;
- Tabou (Région de San-Pédro) ;
- Grand-Bereby (Région de San-Pédro) ;
- Gagnoa (Région du Gôh) ;
- Duekoué (Région du Guémon) ;
- Bangolo (Région du Guémon) ;
- Daloa (Région du Haut(Sassandra) ;
- Vavoua (Akanzakro, Région du Haut(Sassandra)
- Boundiali (Région de la Bagoué) ;
- Béoumi (Région du Gbeké) ;
- Botro (Région du Gbeké) ;
- Sakassou (Wamela-Kouassiklokro, Région du Gbeké) ;
- Sakassou (Ando-Alluibo, Région du Gbeké) ;
- Toumodi (Ketekré-Bonikro, Région du Bélier) ;
- Toumodi (N'guéssankro, Région du Bélier).

VI. PRESENTATION DES BESOINS DE REPARATION COMMUNAUTAIRE RECUEILLIS PAR LOCALITE

LOCALITES	AUTORITE RENCONTREE	BESOINS EXPRIMES	OBSERVATIONS
Sassandra	Secrétaire Générale de Préfecture Directeur Régional de l'Education Nationale	<p>Sassandra est marqué un accès difficile au service d'alimentation (pauvreté et espace pour se procurer la nourriture) pour la majorité des élèves des lycées publics. Cette situation expose les élèves, particulièrement les filles, à des grossesses en milieu scolaire et à l'abandon des études, dont 97 cas de grossesse ont été déclarés en 2018.</p> <p>Face à ce constat, le corps préfectoral et la Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN), de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ont recommandé : la réhabilitation de la cantine scolaire du Lycée Gauffry de Sassandra. A l'état actuel, la cantine scolaire alimente seulement 40 élèves sur 4000 que compte le lycée.</p>	Les échanges avec les autorités et les responsables de la DREN n'ont pas permis de capter un mécanisme de pérennisation viable de la cantine, et surtout son accès pour la majorité des enfants, qui sont issus de familles pauvres et vulnérables.
Tabou	M. SIHINDOU Coulibaly, Préfet de Tabou	<p>Le besoin exprimé porte sur l'équipement de la maternité de Grabo et de l'IFEF de Tabou.</p> <p>Equipement de la maternité de Grabo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 02 tables d'accouchement ; - 05 lits d'hospitalisation. <p>Equipement de l'IFEF de Tabou :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 57 Chaises plastiques, 20 Chaises en bois, 24 tables de 2 places, 10 Ordinateurs de bureau, 01 Photocopieuses, 02 Imprimantes, 14 Machines à coudre, 01 Surfileuse ; 	<p>Les besoins exprimés sont pertinents au regard des besoins en santé dans la zone de Grabo qui partage avec Tabou, et la plupart des localités de ce département les difficultés d'accès du fait de l'état des routes en raison de la forte pluviométrie dans la zone.</p> <p>Pour ce qui est de l'IFEF de Tabou, les besoins vont grandissants chaque année et le matériel est désuet du fait de sa trop grande utilisation.</p>

		-04 Fer à repasser à vapeur, 03 Tables à tracer et à couper, 03 Batteuses électriques, 03 Cuisinières, 03 Marmites, 02 Mixeurs, 24 Assiettes cassables et 24 Verres à eau.	Aussi, les besoins exprimés s'inscrivent dans un cadre de renforcement des activités existantes.
Grand-Bereby	M. DAO Yssouf, Sous-Préfet de Grand-Bereby	<p>La sous-préfecture de Grand-Béréby est composée de 54 villages avec d'énormes besoins sociaux (santé, éducation, eau potable...). En raison de la spécificité du projet, qui est axé sur le renforcement de la cohésion sociale, Monsieur le Sous-Préfet de Grand-Béréby a recommandé, au profit du village d'OURO, le financement des deux infrastructures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction d'une cantine scolaire ; - la construction de latrines. 	Le village d'Ouro a connu, au cours de la semaine qui a précédé le passage de la mission, une tension entre les populations autochtones et non ivoiriennes. Cette tension a été jugulée par le corps préfectoral et le corps diplomatique Burkinabé. Cette tension est née du meurtre d'un autochtone du village par un Burkinabé en vue d'un rituel. Au regard de ce contexte de tension, le Sous-Préfet de Grand-Béréby a conseillé que l'action du Ministère s'inscrivent dans ce village dans un contexte de consolidation de la paix.
Région du Gôh : Gagnoa et Oumé	M. Méité Abou, Directeur Régional du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	<p>Le besoin exprimé porte sur la mise à disposition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 broyeuses, 2 presses-attieké, 10 bassines, 10 seaux, 2 bâches ou un hangar et 1 tricycle au profit de l'Union des Femmes Fortes de Dianka (Production d'attieké) : - Matériel d'alphabétisation (20 boites de craie, 200 cahiers de 100 pages, 05 règles pour enseignant, livres), des kits de sensibilisation (04 mégaphones, 100 chaises, 2 bâches, 1 sono, 1 moto), kit de salubrité et agricole (10 brouettes, 20 machettes, 05 râtaux, 20 daba, 10 pelles, 20 limes, 20 paires de gang, 20 paires de botte, 10 poubelles, 20 balais à manche, 10 pulvérisateurs, 1 tricycle 6 pieds, 01 motopompe) au 	<p>De nombreuses localités de la région du Goh ont bénéficié d'appui en AGR. Les besoins exprimés contribueront à l'autonomisation de la femme, la lutte contre la pauvreté et l'autosuffisance alimentaire dans la région. Les bénéficiaires sont un groupe mixte et deux groupes féminins composés de toutes les ethnies vivant dans la ville.</p> <p>Aussi, les autres localités (Oumé) de la région se plaignent de la concentration des actions de réparation des crises survenues en Côte d'Ivoire à Gagnoa.</p>

		<p>profit de l'Organisation pour la Paix et la Cohésion Sociale :</p> <p>- 01 tricycle, 02 bâches et 200 chaises en faveur de l'Association des femmes commerçantes d'Oumé.</p>	
Guémon : Duekoué	CPDI : Coordination des Personnes Déplacées Interne de Duékoué	<p>Les besoins identifiés par la CPDI e Duékoué concernent les activités consolidation de la paix mais également de locations qui permettront par la suite de mener d'autres AGR en vue de l'autonomisation des femmes. Il s'agit de 10 bâches, 300 chaises, 01 sono et 2 tricyles.</p> <p>La CPDI a également exprimé des besoins de renforcement de capacités sur les thématiques de paix en lien avec les élections à venir (2020).</p>	<p>L'association est composée de 300 femmes représentées dans les villages et en ville. Les femmes de l'association œuvrent dans le domaine du commerce, du vivrier (culture de riz, manioc). Les économies tirées des activités de l'association servent à apporter un appui ou un prêt aux femmes de l'association.</p> <p>NB : Les chaises, bâches, sono seront mises en location afin de soutenir le fonctionnement de l'association et la création d'autres d'AGR au profit des bénéficiaires.</p>
Haut-Sassandra : Daloa et Vavoua	M. Niamien Roger, Chef de service à la Direction régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	<p>Les besoins exprimés concernent :</p> <p>IFEF de Daloa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui en équipement dans le secteur de la pâtisserie et de la couture en vue de la réinsertion des auditrices des IFEF de la région du Haut-Sassandra regroupées au sein de l'Association pour l'insertion des Auditrices du Haut-Sassandra composée de 20 filles. - Construction d'une maison de la femme ; - Construction d'un centre multimédia pour l'inclusion numérique des femmes. <p>Vavoua, Femmes d'Akankro (Production d'attiéké) :</p>	<p>En liaison avec le projet filet sociaux, des groupements de femmes dans le secteur agricole ont été identifiés pour bénéficier d'appui au renforcement de leurs activités (Vavoua : production d'attiéké à Akankro, production de vivrier à Kazranka, etc).</p> <p>La mission a recommandé à la Direction Régionale du Ministère en charge de la Femme de faire un plaidoyer auprès du conseil municipal ou conseil régional pour la mise à disposition de bâtiment pour l'association des IFEF et le centre multimédia.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - 02 tricycles, broyeuses ; - 03 machines à presse de manioc de grande capacité. 	
Bagoué : Boundiali	Directeur de Cabinet du Maire de Boundiali	<p>Les besoins formulés par le Conseil Municipal se déclinent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 tracteur agricole muni d'une pelle chargeuse pour le ramassage d'ordures - 01 tracteur agricole muni d'une benne pour le ramassage d'ordures - 05 ordinateurs de bureau - 01 ordinateur portable - 01 Photocopieuse 	
Gbèkè : Botro- Commune	Coopérative EKLOYOKOUN de Botro. Initialement une association d'entraide qui s'est muée en coopérative à partir de 2013 et agréée en 2015.	<p>Les besoins formulés pour renforcer l'autonomisation des femmes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 centre de regroupage (construction d'un magasin de stockage) ; - Mise à disposition de moyen de transport (3 tricycles, 1 camion de 5 tonnes) ; - 3 Bascules de 300kg ; - 1 broyeuse fixe et 10 brodeuses mobile pour les sections ; - 10 presses manioc de grande capacité ; - 26 pulvérisateurs et équipement de protection ; - 01 motoculteur ; - Engrais NPK et Urée ; - 1 formation à la transformation du manioc (attieké) ; - Cours d'alphabétisation des femmes de la Coopérative en liaison avec l'IFEF ; 	<p>La coopérative est composée de 1.278 membres dont 1.128 femmes et de 26 sections intervenant dans le secteur du vivier (manioc, maïs, maraîchers...). Elle dispose d'un terrain d'un hectare pour son installation.</p> <p>La production est commercialisée sur le marché de Botro et de certaines villes du pays en lien avec des partenaires.</p> <p>L'alphabétisation des jeunes filles et des femmes ainsi que la déclaration des naissances sont des défis à relever dans la zone.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - Equipement de l'IFEF de Botro en kits d'alphabétisation ; - 01 ordinateur portable et imprimante pour le bureau de la coopérative ; - 1 appareil de délimitation de terrain (GPS). 	
--	--	--	--

Gbèkè : Béoumi- Commune	M. Jean-Marc Kouassi, Maire de la Commune de Béoumi et ses Adjoints	Le Conseil Municipal n'a pas encore mis à disposition les données promises comme convenu suite à notre visite.	<p>La commune de Béoumi a été identifiée comme la première zone de consommation de la drogue dans la région du Gbèkè.</p> <p>Le manque d'emplois pour les jeunes contribue au fort taux de grossesses en milieu scolaire. Il existe plusieurs groupements de jeunes et de femmes dans la commune.</p>
Gbèkè : Wamela kouassiklokro- Sakassou, Département de Sakassou	Rencontre avec la communauté villageoise	<p>Les besoins exprimés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point d'eau potable (priorité 1) ; - Construction de foyer polyvalent (priorité 2) ; - Construction des logements des enseignants ; - 02 Broyeuses de manioc fixe ; - 02 Presses-manioc ; - 500 Chaises ; - 1 sono ; - 5 bâches ; (priorité 3) 	<p>Le village est situé à 13 km de Sakassou et dispose d'une école de 6 classes. Le village est composé de Baoulé, Djimini, Béninois, etc. Il possède deux pompes manuelles, dont une seule fonctionne.</p> <p>Les robinets SODECI ne fournissent pas d'eau. Le village a achevé la construction d'un logement des enseignants tandis que deux autres sont en construction.</p>
Ketekré- Bonikro, Sous- Préfecture d'Angoda,	Mutuelle de Développement de Ketekré (MUDEK) et de la notabilité	<p>Les besoins identifiés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 chaises ; - 5 bâches ; - 1 Sonorisation ; - 5 Broyeuses de manioc ; - 5 Presses manioc ; 	<p>Le village est situé à une dizaine de kilomètres du Chef-lieu de la Sous-préfecture d'Angoda. Le village est composé d'environ 5.000 habitants en majorité de baoulé dont 3.000 femmes. Avec cette importante population, le village ne dispose pas de cadre pour renforcer la cohésion sociale entre les filles et les fils.</p>

<p>Département de Toumodi</p>		<ul style="list-style-type: none"> - 1 tricycle ; - Renforcement de capacité pour poursuivre l'élevage de volaille, dans le domaine de l'entrepreneuriat ; - Un foyer polyvalent. 	<p>Les femmes sont regroupées en association dénommée « EYO-ENIAN DE KETEKRE-BONIKRO » depuis 2014, elles œuvrent dans le secteur agricole notamment la production, la transformation et la commercialisation du manioc (placali et attiké).</p>
<p>Toumodi : N'Guessankro, Sous-Préfecture d'Angonda</p>	<p>Directeur de l'EPP N'Guessankro</p>	<p>Les besoins des populations du village se résument en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réhabilitation et l'éclairage de la salle de classe de CM2 ; - La construction d'une cantine scolaire. 	<p>La visite a porté sur la salle de la classe de CM2 construite depuis 1958 et qui est en délabrement avancé. La salle de classe a une toiture défectueuse qui rend la salle inhabitable en temps de pluie.</p> <p>Cette salle est caractérisée par une absence de lumière de jour. Les enfants font l'apprentissage dans des conditions difficiles. Par ailleurs, l'école n'est pas électrifiée.</p>

VII. RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

Au terme des échanges avec les populations, le Corps Préfectoral et des élus des localités visitées, la mission recommande ce qui suit :

- Organiser une rencontre, sous la forme d'un atelier, entre les membres de la mission pour faire l'arbitrage des besoins des populations en tenant compte de l'enveloppe financière disponible ;
- Mettre à contribution les conseils municipaux et les mutuelles de développement dans la gestion des biens qui seront mis à la disposition des populations afin d'assurer leur durabilité ;
- Mettre en place une coopération des femmes du Sud du pays, productrice d'attiéké, et les populations, notamment des femmes des localités visitées productrices d'attiéké, afin de partager leurs expériences dans la production, transformation et commercialisation de l'attiéké ;
- Organiser des formations au profit des populations des localités visitées en matière d'entrepreneuriat et d'élevage ;
- Mettre à contribution le Ministère dans le financement de certains besoins communautaires formulés par les populations.

VIII. CONCLUSION

La mission conjointe d'identification des besoins sociocommunautaires à impact rapide en lien avec l'opérationnalisation du PNRCO 2018-2020 a été très enrichissante d'autant plus qu'elle a permis de comprendre les besoins exprimés réellement par les populations. La pertinence de cette mission tient aussi au fait qu'elle va aider à éclairer la priorisation des besoins et la prise de décisions pour une meilleure durabilité de ceux-ci.

En revanche, la mission a révélé que les besoins des populations sont énormes dans l'ensemble des localités visitées, et qu'une meilleure prise ou financement de ces besoins exige la mobilisation de ressources financières et matérielles dans le cadre d'un partenariat avec d'autres organisations nationales et internationales.

Enfin, la mission a mis en évidence l'importance de tenir compte des recommandations de la mission si l'on veut faire de la mise en œuvre du PNRCO 2018-2020 une réussite adossée à une valeur ajoutée perceptible sur le quotidien des populations.

QUELQUES IMAGES DE LA MISSION



Photo 1 : Séance de travail avec la communauté de Wamela Kouassikloko

Photo 2 : Rencontre des femmes à Brobo



Photo 3 : Vue d'une salle de classe à réhabiliter à N'Guessankro